

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARIS

15 RUE DE CHEZ LES ROUX
17240 Saint-Fort-Sur-Gironde

Références : 2026 114 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007209198

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement PARIS implanté 15 RUE DE CHEZ LES ROUX 17240 Saint-Fort-sur-Gironde. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARIS
- 15 RUE DE CHEZ LES ROUX 17240 Saint-Fort-sur-Gironde
- Code AIOT : 0007209198
- Régime : Enregistrement

La société PARIS exploite les installations classées suivantes, enregistrées par arrêté préfectoral du 24 janvier 2023 :

- un local de distillation n°1 de 3 alambics de 25 hl, et un local n°2 adjacent d'un alambic de 25 hl (rubrique 2250, régime E) ;
- un chai de vinification et une cuverie à vins d'une capacité de 16 900 hl/an (rubrique 2251, régime D) ;
- 2 chais de vieillissement totalisant une capacité de 499,6 m³ (rubrique 4755, régime DC) ;
- 2 réservoirs aériens de stockage de gaz propane totalisant 6,4 t (rubrique 4718, régime DC).

Le local n°2 n'a pas encore été aménagé et équipé de l'alambic.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Désenfumage de la distillerie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.I.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21	Demande d'action corrective	1 mois
4	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 58.IV.	Demande d'action corrective	8 mois
6	Clôture des réservoirs de propane	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2.I de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
7	Rétention associée aux chais	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.8.1. de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
8	Aire de chargement/déchargement des chais	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.8.4. de l'annexe I	Demande d'action corrective	8 mois
9	Désenfumage des chais	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.4. de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article g) de l'annexe I

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment de la présente inspection que certains équipements réglementaires, comme l'aire de chargement-déchargement et les exutoires de fumées, n'ont pas été mis en place alors qu'ils avaient bien été présentés par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement de 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage de la distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande).
Constats : Le local de distillation n°1 n'est pas équipé d'exutoire de fumées et de chaleur. D'après le dossier d'enregistrement déposé par l'exploitant en 2022, 2 exutoires, de 1 m ² de surface utile chacun, devaient être installés dans ce local. L'exploitant déclare avoir initié les démarches (demandes de devis) afin de les installer au printemps prochain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : ➔ L'exploitant doit faire installer les 2 exutoires de 1 m² de surface utile chacun dans le local de distillation n°1. Ces 2 exutoires devront être à commande automatique <u>et</u> manuelle, devront respecter la norme NF EN 12 101-2 et devront être installés conformément à la norme NF S 61-932.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.I.
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. (...)
Constats : L'exploitant a présenté un relevé d'observations établi en dehors du cadre professionnel par une personne de sa connaissance travaillant pour l'organisme de contrôle Apave. L'exploitant a déclaré avoir ensuite fait intervenir un électricien pour corriger ces observations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : ➔ L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une copie des factures de

<p>l'électricien qui est intervenu.</p> <p>➔ Pour pouvoir justifier que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées, l'exploitant doit faire procéder à une vérification officielle par un organisme de contrôle accrédité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • (...) ; • d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, (...) A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. (...) ; • d'extincteurs, répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, avec a minima deux extincteurs de type 144B par local de distillation, judicieusement disposés, bien visibles et facilement accessibles ; <p>(...)</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant la réserve d'eau de lutte contre l'incendie, l'installation est équipée d'une réserve d'eau d'environ 400 m³ recensée par le SDIS.</p> <p>Concernant les vérifications des extincteurs, l'exploitant a présenté le registre de sécurité tenu à jour. Un des 2 extincteurs présents dans le local de distillation est trop ancien et doit être changé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ L'exploitant doit remplacer l'extincteur ancien du local de distillation par un extincteur opérationnel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 58.IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Épandage
Prescription contrôlée : Le stockage des vinasses est étanche et résistant aux agressions chimiques et thermiques des effluents. L'exploitant vérifie régulièrement et au moins une fois par an l'état de l'étanchéité du stockage.
Constats : Les vinasses et effluents de lavage produits par l'installation sont stockés dans un bassin à l'air libre équipé d'une géomembrane. L'exploitant déclare réaliser un nettoyage du bassin une fois par an, en période estivale, une fois qu'il est vide. L'exploitant ne procède pas à cette occasion à une vérification formelle de l'état d'étanchéité du bassin. Lors de la visite, il a été constaté que les bords du bassin sont affaissés en deux endroits.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit réaliser formellement au moins une fois par an une vérification de l'état de l'étanchéité du bassin (vérification approfondie de l'état de la géomembrane et des soudures). Les dates et résultats de ces vérifications annuelles doivent être enregistrées dans un document de suivi. → L'exploitant doit faire procéder aux travaux de réparation des bords du bassin affaissés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 5 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article g) de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Épandage
Prescription contrôlée : g) Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comporte pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues : <ul style="list-style-type: none">• les surfaces effectivement épandues ;• les références parcellaires ;• les dates d'épandage ;• la nature des cultures ;• les volumes et la nature de toutes les matières épandues ;• les quantités d'azote global, épandues toutes origines confondues ;• l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage (...) Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable à la fin de chaque semaine au cours

desquelles des épandages ont été effectués.
Constats : L'exploitant a présenté son cahier d'épandage, en version papier. Celui-ci est tenu à jour de façon manuscrite et contient toutes les informations requises.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Clôture des réservoirs de propane

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2.I de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès aux installations
Prescription contrôlée : Les personnes non habilitées par l'exploitant n'ont pas un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage est rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou dispositifs verrouillables).
Constats : La zone de stockage de propane (2 réservoirs de 3,2 t) n'est pas clôturée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit faire installer une clôture de 2 mètres avec une porte verrouillable autour de la zone d'implantation des 2 réservoirs de propane.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 7 : Rétention associée aux chais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.8.1. de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout récipient contenant de l'alcool est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand récipient, - 50 % de la quantité susceptible d'être présente des récipients associés à la rétention. En cas d'incendie, les effluents débordant de la cuvette de rétention ne doivent pas se diriger vers : - la propriété des tiers, - un réseau souterrain public, - des bâtiments habités ou occupés par des tiers, - d'autres installations de stockage, - les points d'eau des services de secours.

<p>Constats :</p> <p>Chacun des 2 chais de stockage d'eaux-de-vie est associé à une capacité de rétention interne (chais encaissés dans le sol) respectant le volume minimum réglementaire requis.</p> <p>Cependant, à défaut d'aménagement de l'aire de chargement-déchargement (cf. point de contrôle suivant), en cas d'incendie, les effluents qui déborderaient du chai par la porte principale pourraient se diriger vers la maison d'habitation voisine située en contre-bas.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ Pour la gestion des effluents pouvant déborder des chais en cas d'incendie, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit aménager une aire de chargement-déchargement associée à une capacité de rétention de 30 m³ à l'entrée des chais, comme présenté dans son dossier d'enregistrement déposé en 2022 ; • soit aménager des mesures alternatives permettant de s'assurer que les effluents ne puissent se diriger vers la propriété de tiers ou des bâtiments occupés par des tiers.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 8 mois</p>

N° 8 : Aire de chargement/déchargement des chais

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.8.4. de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires sont implantées sur le site. Les déversements accidentels sur les aires sont collectés et canalisés vers le système d'extinction des effluents des installations de stockage ou autre dispositif équivalent. En aucun cas les effluents déversés ne peuvent se diriger vers les installations de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>À l'entrée des chais, il n'y a pas d'aire de chargement-déchargement aménagée et associée à une capacité de rétention de 30 m³, contrairement à ce qui a été présenté dans le dossier d'enregistrement déposé par l'exploitant en 2022.</p> <p>L'exploitant demande si une modification de cette prescription est envisageable, en invoquant notamment le motif du faible nombre d'opérations de chargement-déchargement réalisées (< 5/an).</p> <p>L'inspection répond qu'une modification de cette prescription pour ce motif peut être envisagée à condition que des mesures alternatives de gestion du débordement de la capacité de rétention des chais soient mises en place. En effet, l'aire de chargement-déchargement prévue initialement à l'entrée des chais devait également remplir cette fonction (cf. point de contrôle précédent).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit aménager une aire de chargement-déchargement associée à une capacité de

<p>rétenction de 30 m³ à l'entrée des chais, comme présenté dans son dossier d'enregistrement déposé en 2022 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit adresser au préfet une demande de modification de cette prescription, au titre de l'article R.512-52 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 9 : Désenfumage des chais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.4. de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Évacuation des fumées : Les chais sont équipés en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. La surface des exutoires de fumées est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 m² minimum de surface utile d'exutoire, pour les chais d'une surface inférieure ou égale à 300 m². - (...).
<p>Constats :</p> <p>Les 2 chais de vieillissement ont une surface inférieure à 300 m². Le chai n°1 (construit en 2015) est équipé d'un exutoire de fumées. Le chai n°2 (construit en 2022) n'est pas équipé d'un exutoire de fumées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ L'exploitant doit faire installer un exutoire de fumées d'une surface utile d'au moins 1 m² dans le chai n°2.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois